

Egypte-Tunisie Les Etats-Unis tentent de préserver les régimes en place contre le soulèvement des peuples

Le Caire (Egypte), le 4 février 2011 : plus d'un million de Caireotes s'étaient rassemblés sur la place Tahrir pour exiger le départ de Moubarak.

Photo AFP

Un spectre...

Lucien Gauthier

Un spectre hante les bureaux de la Maison-Blanche comme ceux des chancelleries européennes : le soulèvement des peuples de Tunisie et d'Egypte. La révolution ouvrière et populaire en Tunisie a déjà chassé Ben Ali. Les masses tunisiennes veulent aller de l'avant et en finir avec le régime du RCD, les plans du FMI, l'accord d'association avec l'Union européenne, comme en témoigne la multiplication des grèves avec le syndicat UGTT. En Egypte, la mobilisation se poursuit sur l'exigence de chasser Moubarak et son régime. La constitution de syndicats ouvriers indépendants exprime ce refus de la soumission à l'impérialisme. L'administration américaine, avec le concours des dirigeants de l'Union européenne, est en première ligne pour tenter de préserver les régimes en place contre les masses égyptiennes et tunisiennes. Il s'agit de faire barrage au mouvement de la révolution pour tenter de préserver l'ordre américain dans la région, et plus généralement l'ordre mondial sous l'égide de l'impérialisme américain.

Témoignage

Suheir et Ahmad, un jeune couple de Caireotes, racontent pour *Informations ouvrières* les journées qu'ils ont vécues.

“Le plus beau jour de notre vie”

Tout d'abord, savez-vous que le prix de la nourriture de base chez nous a explosé ? Le foul (plat de fèves) a doublé en sept-huit ans ; le kochari (mélange de riz, de pâtes et de lentilles) a quintuplé. La portion est passée de une à cinq livres ! L'Egypte, qui était un pays de production agricole, importe maintenant sa nourriture. C'est un scandale ! L'appauvrissement de la population est considérable. Place Tahrir, on a vu des centaines de pauvres, de gens démunis, des gens qui n'ont plus rien à perdre, crier « *Moubarak, dégage !* ». Le coton, le coton égyptien, sa production a baissé de moitié en dix ans. Vous imaginez ! Ils ont détruit aussi notre industrie ! Toutes les ressources du pays sont dilapidées. L'Egypte fournit à Israël 40 % du gaz dont il a besoin et à un prix défiant toute concurrence. Je paie mon gaz, chez moi, plus cher que les Israéliens !

Mercredi 26 janvier : Nous voulions manifester place Tahrir. Il nous fallait traverser le pont du Six-Octobre, car nous habitons Mohandessine, de l'autre côté du Nil. Sur le pont, nous nous sommes trouvés face à un barrage de policiers en uniforme ; d'autres étaient en moto. Ils nous ont lancé des gaz lacrymogènes.

Judi 27 janvier : Nous avons vu passer devant nos fenêtres des dizaines de cavaliers et d'individus sur des chameaux. C'étaient des chameaux de la police. Rien à voir avec ceux que les touristes peuvent louer pour faire une balade autour des pyramides. Les hommes étaient armés de bâtons.

Vendredi 28 janvier : Il n'y avait pas de téléphone. Deux jours avant, le gouvernement avait fait couper Internet. Ça peut sembler peu de chose, mais c'est très grave. Impossible de communiquer avec qui que ce soit. Je ne pouvais pas rejoindre ma femme. Imaginez un malade qui a besoin d'être transporté d'urgence à l'hôpital, *ajoute Suheir, scandalisée*. C'est criminel ! Ils voulaient empêcher les gens de communiquer et d'aller manifester.

Le bruit a couru que des scènes de pillage avaient lieu dans plusieurs quartiers résidentiels, à Zamalek, Maadi, etc. Chez nous, à Mohandessine, tous les jeunes hommes se sont organisés pour protéger les entrées d'immeubles. On s'est armé de bâtons et de couteaux pour assurer notre sécurité.

Ce vendredi, on a appris que des dégradations avaient eu lieu au Musée national des antiquités, qui donne sur la place Tahrir. Des statues ont été brisées et trois momies endommagées. Un sarcophage en bois a été sorti dans la cour du musée et laissé sous la pluie pendant toute la nuit. Je connais très bien le Musée des antiquités. C'est un endroit que je fréquente très souvent pour mes études. On s'est précipité avec Ahmad sur place. Des manifestants avaient encerclé le bâtiment pour le protéger des vols et du pillage.

Samedi 29 : Mon frère, qui habite Guiza, m'a dit que le comité de défense dont il faisait partie avait arrêté un convoi de quatre bus en route vers le centre-ville. Quatre bus remplis de criminels et de prisonniers de droit commun que le gouvernement venait de libérer pour qu'ils aillent piller et se battre contre les manifestants place Tahrir.

Ceux qui les conduisaient portaient des cartes de police. Ils ont avoué qu'ils allaient en mission... Moubarak organise le chaos et prétend ne pas pouvoir partir par crainte du chaos !

Mardi 1^{er} février : Ce jour où nous étions plus de deux millions fut vraiment le plus beau jour de notre vie. Des hommes vérifiaient que ceux qui entraient sur la place n'avaient pas d'armes. Il y avait des gens qui venaient de partout, de Qalyubiyah, de Menoufyah...

Certains avaient marché pendant des heures pour atteindre la place Tahrir. D'autres y campaient depuis plusieurs jours. Il flottait comme un premier parfum de liberté. Les gens se parlaient, souriaient.

Certains distribuaient de l'eau, d'autres des sandwiches. Il y avait beaucoup de femmes et de jeunes filles, mais aucun harcèlement ne se faisait sentir. Une grande fraternité régnait sur la place. C'était un jour merveilleux. On n'avait jamais connu un tel sentiment de liberté.

On a crié avec tout le monde : « *Dehors Moubarak !* » Certains ont lancé : « *Moubarak dégage, Tel-Aviv t'attend !* » Evidemment, la télévision égyptienne était absente. Elle était occupée à sa propagande infâme : « *Tout ça, c'est le fait de trafiquants, d'étrangers, de jeunes, riches...* » Mensonges !

Les premiers jours, les gens embrassaient les militaires en leur disant « *Nous sommes une seule main* », mais après, la confiance est tombée. Les gens se sont organisés eux-mêmes pour se défendre contre les gens du régime. Si Moubarak n'est pas chassé, on a tout de même peur du retour de bâton.

“Dehors Moubarak ! Pas de collaboration avec le régime !”

Des centaines de milliers de manifestants dans les rues du Caire, le 8 février... tandis que les émissaires américains en Egypte s'activent pour préserver le régime.

Le film des événements

Devant les énormes manifestations qui ont déferlé la semaine dernière dans les principales villes d'Egypte, l'administration américaine est terrorisée par les risques d'effondrement de l'ordre dans la région et des conséquences sur l'ordre mondial que pourrait signifier la chute du régime Moubarak.

Pour l'administration d'Obama, la question clé est celle du maintien du régime, c'est-à-dire de l'appareil militaire. Rappelons en effet que, chaque année, l'administration américaine verse directement un milliard de dollars à l'armée égyptienne, pilier de l'ordre dans le pays et dans la région.

1^{er} février

Le discours de Moubarak annonçant qu'il ne se représenterait pas à la prochaine élection présidentielle, « l'ouverture » qu'il annonce n'ont évidemment pas répondu aux attentes de la population, qui poursuit ses manifestations pour ses revendications démocratiques et sociales, en exigeant toujours « Dehors Moubarak ! ».

2 février

Une heure après le discours de Moubarak, dans la nuit du 2 février, Obama a fait une courte déclaration consacrée à l'Egypte, appelant à une « transition démocratique dès maintenant ». Certains commentateurs y ont vu un appel au départ de Moubarak. La nomination de Omar Souleimane comme vice-président, poste vacant depuis trente ans, avait, pour les dirigeants américains, une grande signification. Ce général, responsable des services secrets égyptiens, est lié depuis longtemps à l'état-major américain ; c'est lui qui a la charge du dossier palestinien et des rapports avec les Israéliens. Rappelons qu'en 1979, sous l'égide des Etats-Unis, l'Egypte a signé un accord de « paix » avec les Israéliens, contre les droits légitimes du peuple palestinien à la nation.

2 et 3 février

Dans les jours qui ont suivi les discours de Moubarak et d'Obama, des bandes d'hommes en armes ont semé la terreur sur la place Tahrir, ainsi que dans les rues et les quartiers du Caire. Ce sont de vraies milices qui sèment la terreur et la désolation. Moubarak, dans son discours, a d'ailleurs précisé que s'il ne quittait pas tout de suite la présidence, c'était pour éviter le chaos ! L'administration américaine a multiplié l'envoi d'émissaires afin de rencontrer l'état-major, les dignitaires du régime, mais aussi les partis d'opposition, légaux et non légaux. C'est ainsi qu'un émissaire américain a rencontré les responsables de la confrérie des Frères musulmans.

Les différentes déclarations américaines sont nettes : pour préserver le régime, il faut rencontrer les partis d'opposition, les associer sous une forme ou sous une autre au gouvernement.



Le 5 février, à Paris, le Parti ouvrier indépendant manifestait en solidarité avec le peuple égyptien.



Photo AFP

6 février

Franck Wisner, l'un des représentants de l'administration américaine en Egypte, a déclaré que pour assurer cette « transition démocratique », il fallait que Moubarak reste en place. Cet ancien ambassadeur en Egypte a longtemps travaillé pour le cabinet d'avocats Patton Boggs, qui avait en charge des intérêts de Moubarak et de son gouvernement ! Avec ou sans Moubarak, pour l'administration américaine, le régime doit tenir. Le vice-président Souleimane, conformément aux exigences américaines, a rencontré des partis d'opposition, y compris la confrérie des Frères musulmans, dont il a personnellement dirigé la répression pendant des années.

Jusqu'alors, tous les partis d'opposition, et notamment les Frères musulmans, avaient déclaré que pour respecter la volonté du peuple, ils n'ouvrieraient pas de négociations avec les représentants du régime tant que Moubarak resterait en place. Mais les Frères musulmans, comme l'ex-Parti communiste rénové, ont participé aux discussions avec Souleimane. Le président Obama a estimé que « le processus politique enregistrait des progrès ». Son porte-parole, Robert Gibbs, a enfoncé le clou : « Nous serons le partenaire d'un gouvernement qui maintiendra les traités », faisant une allusion directe à l'accord avec Israël, pilier de « l'ordre » américain. Pendant ce temps, des milliers de manifestants occupent toujours la place Tahrir. Ils continuent d'exiger le départ de Moubarak. Certains dénoncent comme une trahison la rencontre avec Souleimane. Sur la place Tahrir, une banderole a été accrochée : « Le peuple demande le départ du régime. »

7 février

Le 7 février, le gouvernement annonce une augmentation de 15 % du salaire des fonctionnaires. Tout le monde comprend la manœuvre. Mais c'est une indication. Dans le processus qui mobilise des millions d'hommes et de femmes pour chasser Moubarak et le régime, surgissent avec force les revendications des travailleurs. Les exigences démocratiques ne se limitent pas à Internet ou à la liberté de la presse, elles couvrent tout le champ de la société. C'est ainsi que, dans ce bouillonnement, la mise en mouvement des travailleurs, qui, durant des années, se sont heurtés à un syndicat officiel intégré, a abouti au développement de plusieurs syndicats recherchant le terrain de l'indépendance, et à l'annonce, il y a quelques jours, sur la base d'un regroupement de syndicats, d'une fédération syndicale indépendante. Personne ne peut prévoir l'issue de la situation en Egypte, mais une chose est claire : le soulèvement du peuple égyptien a déjà déstabilisé non seulement la dictature militaire de Moubarak, mais aussi l'ordre américain au Moyen-Orient et l'ordre mondial. ■

DOCUMENT

Constitution d'une Fédération égyptienne pour des syndicats indépendants

Le 30 janvier, des militants et des responsables du mouvement ouvrier égyptien ont tenu une conférence de presse pour annoncer la création d'une nouvelle Fédération égyptienne pour des syndicats indépendants, appeler les travailleurs à former partout des comités de défense et de protection dans toutes les usines et les entreprises, et lancer le mot d'ordre de grève générale pour le lundi 31 janvier. Cette conférence de presse s'est tenue à 15 h 30 (heure locale), en plein centre du Caire, place Tahrir. Il y avait là des représentants des syndicats indépendants des contrôleurs des impôts, des professionnels de la santé, de l'union des retraités, des représentants des sites et des complexes industriels importants comme Helwan, Mahalla Al-Kubra, la Ville nouvelle du 10 de Ramadan, Sadat City, ainsi que des travailleurs du textile et de l'habillement, de la métallurgie, des industries pharmaceutique et chimique, des fonctionnaires de l'Etat, du fer et de l'acier, de l'automobile, etc.

“Les travailleurs et le peuple se sont battus pendant des décennies et ils ont participé, en particulier depuis les quatre dernières années, à des actions de protestation récurrentes sans précédent pour défendre leurs droits inscrits dans la loi. Ils sont parvenus à cela bien qu'ils ne disposent pas d'une organisation syndicale indépendante, qui leur a été volée petit bout par petit bout depuis des décennies. Ils sont parvenus à attirer des secteurs sociaux entiers et à mobiliser la sympathie de la société égyptienne, des travailleurs et des mouvements syndicaux (...).

Les luttes ouvrières ont pavé la voie de la révolution populaire qui est en cours. C'est pourquoi les ouvriers et les employés égyptiens refusent absolument que la fédération générale “gouvernementale” les représente et parle en leur nom, parce qu'elle a souvent refusé leurs droits et revendications, et a même publié la fameuse déclaration du 27 janvier dans laquelle elle annonçait s'opposer à toute action de protestation dans cette période. C'est pourquoi les syndicats et les comités indépendants (RETA, syndicat des travailleurs retraités, syndicat des professionnels de santé, syndicat indépendant des enseignants), aux côtés de groupes indépendants d'ouvriers des industries, prononcent la création de la Fédération pour des syndicats indépendants et de son organe constitutif le dimanche 30 janvier 2011, et insistent sur ceci :

1. Le droit des citoyens égyptiens à travailler — et l'obligation faite au gouvernement de donner des “compensations pour chômage” ;

2. la définition d'un salaire minimum d'au moins 1 200 livres égyptiennes, avec une augmentation annuelle proportionnelle à l'in-

flation ; la garantie pour les travailleurs du droit à des bonus et des prestations sociales selon la valeur du travail, en particulier à des compensations pour ceux qui affrontent les aléas du travail ; de plus, le salaire maximum ne devrait jamais dépasser dix fois le salaire minimum ;

3. le droit pour tous les citoyens égyptiens de bénéficier d'une sécurité sociale juste, comprenant le droit à des soins, au logement, à une éducation qui garantit l'éducation libre et le développement de connaissances adaptées au développement scientifique et technologique, et le droit pour tous les retraités à des retraites et des prestations sociales décentes ;

4. le droit pour les ouvriers et les employés de s'organiser, de créer leurs propres règles de fonctionnement ; le retrait de toutes les restrictions légales à ce droit ;

5. la libération de tous les détenus emprisonnés après le 25 janvier.

L'organe constitutif de la Fédération égyptienne pour des syndicats indépendants appelle tous les travailleurs d'Egypte à créer des comités civils afin de défendre leurs lieux de travail, les travailleurs et les citoyens dans cette période critique, et à organiser des actions de protestation et des grèves sur les lieux de travail, à l'exception des secteurs vitaux, afin de réaliser les revendications du peuple d'Egypte. »

Fédération égyptienne pour des syndicats indépendants, “organe constitutif”, 20 janvier 2011

La révolution ouvrière et populaire en Tunisie se dresse contre le gouvernement

Tous les médias titrent sur l'achèvement de la « transition démocratique » en Tunisie, la fin de la « révolution du jasmin », comme ils disent. Tous les « grands » de ce monde se pressent au chevet d'une dictature moribonde qu'ils veulent estampiller « démocratie de transition ». Mais la révolution tunisienne est vivante et bien vivante, n'en déplaise à tous ceux qui appellent, de « gauche » comme de droite, au soutien de la « transition démocratique. »

De nos correspondants

Le 4 février

A Tozeur, les ouvriers de la société Duntex (société de prêt-à-porter) ont observé un sit-in pour protester contre la fermeture de leur usine. La propriétaire a pris cette décision, qui prive 500 travailleurs de leur emploi, à la suite de la revendication d'augmentation de salaires et de paiement des primes (aucune prime n'a été payée depuis plus d'un an). L'union régionale de l'UGTT est intervenue pour réclamer l'ouverture de négociations. A La Manouba, dans la banlieue de Tunis, les mouvements de protestation des chômeurs-diplômés continuent depuis trois jours. N'étant pas entendus, ils ont tenté d'accéder au siège du gouvernorat. L'armée a tiré en l'air pour les disperser. Parmi leurs revendications, la création d'emplois pour les diplômés et la mise en place d'un fonds d'aide sociale pour les personnes défavorisées. Les agents temporaires et contractuels, ainsi que les cadres du gouvernorat de La Manouba ont réclamé leur titularisation, la régularisation de la situation des travailleurs des chantiers et la création de syndicats.

A Sidi Bouzid, agents et fonctionnaires de la bibliothèque publique ont observé un sit-in pour exiger la titularisation des agents temporaires, la majoration des salaires et l'amélioration des conditions de travail. Ils ont décidé de la création de leur syndicat.

A Gabès, des centaines de citoyens manifestent devant le siège du gouvernorat, revendiquant le droit au travail et au logement, l'amélioration des conditions de vie et la gratuité des soins.

A Nabeul, un sit-in des citoyens a été organisé pour réclamer le droit au travail et l'amélioration des conditions de vie.

A Médenine, les employés du gouvernorat se sont rassemblés pour demander la titularisation des travailleurs des chantiers et des agents temporaires et contractuels, la majoration des salaires et la réintégration des travailleurs licenciés pour des raisons politiques ou syndicales. Ils ont décidé de constituer leur syndicat.

A Médenine encore, les inspecteurs du travail ont appelé à la création de leur syndicat.

A Zarzis, les 360 marins-pêcheurs du lac El Bibane poursuivent leur sit-in au port Zarzis pour protester contre la société exploitant le lac, qui ne respecte pas les délais de paiement des salaires. Ils réclament l'étatisation de l'entreprise.

A Hamma-Jerid, les employés occasionnels et les fonctionnaires de la municipalité sont en grève ouverte jusqu'à satisfaction de leurs revendications et réclament leur titularisation, l'amélioration des conditions de travail sur les chantiers et la régularisation de la situation des travailleurs temporaires proches de la retraite.

Sfax,
Sidi Bouzid,
Gafsa,
Béja,
Bizerte,
Sousse,
Ben Arous,
Tunis,
Ouled Haffouz,
Zaghuan,



Photos DR

Kasserine,
Oum Lagsab,
Hamma-Jerid,
Tozeur,
La Manouba,
Gabès,
Nabeul,
Médenine...
Partout,
les travailleurs
tunisiens
affirment
leurs
revendications.

Le 5 février

A Sfax, les agents et cadres de l'Office régional de l'assainissement ont appelé à la création d'une commission d'enquête sur les abus et dépassements dont ils étaient victimes avant la révolution. Ils ont, aussi, réclamé la restructuration de l'office. Réunis avec le bureau exécutif de l'union régionale de l'UGTT de Sfax, ils ont exigé le départ des responsables corrompus, qui n'ont cherché qu'à servir leurs propres intérêts. Ils ont décidé la création de leur syndicat.

A Sidi Bouzid, la population en colère a manifesté devant le commissariat de police, avenue Habib-Bourguiba, à la suite du décès de deux jeunes dans un incendie survenu au siège du commissariat de police.

Au Kef, plus d'un millier de personnes se sont rassemblées devant le siège du commissariat de police et l'ont bombardé avec des jets de pierres et de cocktails Molotov pour exiger le départ du chef du commissariat de police du Kef. On compte cinq morts et une vingtaine de blessés.

Le 6 février

A Sfax, une manifestation pacifique a démarré, dimanche, devant le siège de l'union régionale du travail, pour revendiquer le retrait de tous les symboles du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD) de la vie politique et pour protester contre l'intervention violente des agents de l'ordre lors des événements survenus dans les villes du Kef et de Sidi Bouzid. Les manifestants ont exigé l'exclusion de tous les responsables — ils sont tous membres du RCD — et la dissolution de toutes les structures sous la tutelle de ce parti. Ils ont également rejeté la désignation de tout responsable impliqué avec ce parti, y compris le gouverneur de Sfax.

A Ouled Haffouz (gouvernorat de Sidi Bouzid), les habitants ont organisé un sit-in devant le siège de la délégation et réclament la création d'entreprises à même d'absorber la main-d'œuvre disponible dans la région. Leur région, disent-ils, recèle des richesses qui peuvent être utilisées pour la création d'emplois. Ils ont aussi réclamé que les responsables de la corruption à Ouled Haffouz répondent de leurs actes.

A Gafsa, les manifestants, partis du siège de l'union régionale de l'UGTT, se sont dirigés vers le siège du gouvernorat pour exiger le départ du nouveau gouverneur, Mohamed Gouider. Il a été contraint de quitter le siège du gouvernorat sous la protection de l'armée. Les manifestants ont scandé l'hymne national, brandissant des drapeaux et des banderoles appelant à la rupture totale avec les symboles de l'ancien régime, et dénonçant les récentes nominations des gouverneurs.

Le 7 février

A Zaghuan, grève à la société italienne L'Art du Soulier. Les 250 ouvriers de l'entreprise revendiquent l'amélioration de leur situation professionnelle, l'augmentation des salaires, l'obtention de primes et l'amélioration de l'en-

vironnement de travail. Ils ont décidé de la création d'un syndicat.

A Gafsa, plusieurs mouvements de protestation ont eu lieu devant le siège du gouvernorat pour réclamer l'amélioration des conditions de vie dans la région et l'emploi des diplômés du supérieur. Et sur la route de M'dhila, des citoyens ont coupé la route et revendiquent le droit au travail à la compagnie des phosphates.

A Béja, les citoyens se sont rassemblés devant le siège du gouvernorat et devant l'inspection du travail pour réclamer le droit au travail.

A Bizerte, les diplômés de l'enseignement supérieur ont observé un sit-in devant le gouvernorat pour réclamer le droit au travail, aux soins et à la gratuité du transport. Ils ont également réclamé l'annulation du CAPES et l'association des jeunes sans emploi aux travaux de la commission de recrutement.

A Sousse, ont eu lieu une marche de protestation et un rassemblement devant le siège du gouvernorat. Les citoyens exigeaient le départ immédiat du nouveau gouverneur, appartenant au RCD, accusé de corruption.

A Ben Arous, les habitants sans logement et sans ressources ont occupé les nouveaux logements construits par la Société nationale immobilière de Tunisie (SNIT).

A Sfax, les directeurs et censeurs des lycées et collèges ont observé un sit-in devant le siège du commissariat régional de l'Education. Ils dénoncent dans une pétition le harcèlement dont ils sont victimes et revendiquent le droit d'accomplir leur mission dans la dignité, en dehors de toute forme de tutelle et de pression. Ils ont décidé de la création de leur syndicat.

A Tunis, à la Radio Télévision tunisienne, plusieurs syndicats ont déclaré la grève depuis 15 heures contre la récupération du gouvernement Ghannouchi de la télévision pour son compte et contre la révolution. Ils ont dénoncé dans un communiqué l'ingérence des « mains secrètes » du gouvernement, du RCD et de la police politique dans leur travail. Ils disent qu'ils craignent aussi pour leur vie dans la mesure où ils apparaissent aux yeux des citoyens comme complices de la contre-révolution.

Et les comités de protection de la révolution se multiplient partout, comme dans cette petite localité de Oum Lagsab, à 60 kilomètres de Kasserine. Ils

sont à l'initiative, avec des unions locales et régionales de l'UGTT, de l'appel à refuser l'installation de tous les gouverneurs issus du RCD.

A Kasserine, à l'appel du comité de protection de la révolution, mobilisation devant le siège du gouvernorat pour exiger le départ du gouverneur. Le premier à quitter les lieux — à moto — est le secrétaire général du gouvernorat. Quant au gouverneur, il a refusé de se présenter au siège du gouvernorat. Les manifestants exigent sa présence et le comité de protection de la révolution garantit auprès de l'armée sa protection. On lui tend le mégaphone pour s'expliquer. « Je ne veux pas prendre mes fonctions », dit-il. La réponse du comité : « Vous êtes venu pour prendre vos fonctions, mais étant donné que vous faites partie du RCD et que vous êtes connu pour ne pas être intègre, on vous renvoie ! »

A Bizerte, devant une manifestation géante, c'est le troisième gouverneur que la population refuse d'accepter.

Au Bardo, devant le siège du Parlement, au moment où les députés (la moitié à peine étaient présents) se préparaient à voter l'application de l'article 28 autorisant le président de la République à légiférer par décret présidentiel, une manifestation importante scandait des mots d'ordre appelant à la dissolution du Parlement et à une Assemblée constituante.

Au siège du ministère des Affaires étrangères, les fonctionnaires ont obligé le ministre à quitter les lieux pour deux motifs :

— pour ses déclarations faites en Europe affirmant qu'il n'y avait pas de révolution en Tunisie, ainsi que pour le soutien qu'il a apporté à Michèle Alliot-Marie, ministre française des Affaires étrangères particulièrement détesté en Tunisie pour son soutien et son amitié avec Ben Ali ;

— pour les nouvelles nominations des cadres du ministère, qui continuent dans la même logique du népotisme et de la corruption.

Commentaire d'un syndicaliste que nous interrogeons sur l'évolution de la situation politique : « La révolution tunisienne a démarré à Sidi Bouzid et on a viré le dictateur, elle prend un virage plus déterminé au Kef et on oblige le gouvernement à geler les activités du RCD. La prochaine étape, c'est ce gouvernement et tout son appareil politique et répressif qui seront nettoyés. »

Union Générale Tunisienne du Travail

Interview

Deux questions à M. Slaheddine Ethamni, secrétaire général de l'union régionale de l'UGTT de Kairouan

Le gouvernement Ghannouchi vient d'entreprendre la nomination des préfets et nous apprenons que, dans de nombreuses régions, des réactions populaires de refus de ces nominations se sont déclenchées. Qu'en pensez-vous ?

En effet, la commission administrative de l'UGTT a pris la décision d'accepter la présence de deux ministres du RCD dans l'équipe gouvernementale, mais nous constatons, au moment de la nomination des préfets, que l'essentiel d'entre eux sont issus des rangs du RCD ou proches de lui. C'est-à-dire qu'ils ont conservé les mêmes habitudes de

fonctionnement, comme s'il ne s'était rien passé dans le pays, comme si la révolution n'était pas passée par là.

Donc, vous me dites qu'on est dans la même situation qu'avant. Le RCD tient toujours les rênes du pouvoir ?

Exactement. La situation n'a pas changé. C'est pourquoi, il n'est pas exclu, si les choses ne changent pas rapidement, qu'on revienne à notre position initiale, c'est-à-dire le refus de tout ministre du RCD dans le gouvernement.

Propos recueillis par M. B. ■